

LES AUTEURS

Ouvrage collectif sous la direction
de Gabriel Wackermann

Jérôme Ballet

Maître de conférences en économie à l'Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines

Guy Baudelle

Université européenne de Bretagne

Yvan Bertin

Agrégé d'Histoire-Géographie. Lycée de Bellevue, Fort-de-France, Martinique. DEA de Géographie. Formateur académique-concours

Aurélie Carimentrand

Docteur en économie, enseignante à l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine.

Claude Chaline

Professeur émérite

Pierre-Yves Chicot

Maître de conférences en Droit public à l'Université des Antilles et de la Guyane

Elsa Corbin

Maître de Conférences Associé. Université des Antilles et de la Guyane. Membre du CEREGMIA (Centre d'Études et de Recherche en Économie, Gestion, Modélisation et Informatique Appliquée)

Michel Deshaies

Nancy universités

Frédéric Dumay

Ingénieur au laboratoire Géographie zonale pour le développement, université de Reims-Champagne-Ardennes

Gérard-François Dumont

Professeur à l'Université Paris-Sorbonne. Recteur d'académie honoraire

Éric Lambourdière

Maître de conférences. Université des Antilles et de la Guyane. Membre du CRIA (Centre de recherche Réseaux Industrie Aménagement UMR 8504 – Université Paris I – Panthéon Sorbonne)

Monique Mainguet

Professeur émérite à l'université de Reims-Champagne-Ardennes. Membre de l'Institut universitaire de France

Jacques Marcadon

Professeur émérite de l'université de Nantes

Mathieu Mérino

Docteur en science politique, Chercheur au CREPAO – Université de Pau et des Pays de l'Adour

Jean-Pierre Paulet

Professeur émérite des universités de Nice-Sophia-Antipolis

Jérôme Verny

Professeur associé de transport/logistique, Groupe ESC Rouen. Laboratoires INRETS & ULCO-IMN

Gabriel Wackermann

Professeur émérite à la Sorbonne

INTRODUCTION

[GABRIEL WACKERMANN]

« *Le plus grave problème humain de notre siècle : la faim* »

Binay Ranjan SEN

La question de l'alimentation humaine nous rappelle une fois de plus que *les hommes sont loin d'être égaux entre eux, souvent déjà par leur naissance*. Le niveau et la qualité de nourriture dont ils disposent les départagent en riches et pauvres, en personnes ou groupes vivant au-dessus ou au-dessous du seuil de pauvreté, en nantis ou marginaux, en « exploitants » et exploités.

Après la Seconde Guerre mondiale, Binay Ranjan Sen a pu affirmer ce que nous continuons à dire en ces débuts du XXI^e siècle. À la même époque, des spécialistes scientifiques ont pu préciser dans les premières grandes publications de l'Organisation des Nations unies que l'ère du pétrole commençait à décliner et qu'il serait prudent de miser sur d'autres sources d'énergie.

En 1960, M. Veillet-Lavallée, sous-directeur général de la FAO, a regretté les trop faibles moyens accordés à son institution et mis l'accent sur le problème de la faim dans le monde, c'est-à-dire aussi et inévitablement sur les conditions indispensables à une vraie politique alimentaire (encadré ci-après).

Faim et alimentation

« Le problème de la faim ne sera résolu que lorsque les pays où sévit la misère auront réussi à développer très substantiellement leur production agricole. Non que ce soit la solution unique, mais c'est de loin la plus importante et il est indéniable que les ressources naturelles de la terre et des eaux ne sont pas mises en valeur comme il le faudrait. Mais, pour produire davantage, deux conditions doivent être remplies : l'agriculteur doit avoir l'aptitude à travailler plus et mieux ; il faut aussi qu'il ait les moyens de le faire. Or, les pays pauvres n'atteindront ce double objectif dans des délais raisonnables, que si les nations qui sont à l'avant-garde du progrès les aident, pendant tout le temps qui sera nécessaire, d'une part à équiper leur agriculture (surtout par l'aménagement des terres, l'application des réformes foncières et la création des d'institutions diverses), d'autre part, à éduquer les agriculteurs, à gagner leur confiance, à créer des élites rurales, à fournir au paysan l'encadrement sans lequel il ne pourra rien entreprendre avec quelque chance de succès ».

M. Veillet-Lavallée, préface à *Face à la faim* (N. Drogat ; cf. « Orientations bibliogr. » ci-dessous)

À ce moment-là, la perspicacité a été de mise. N. Drogat a constaté au début des années 1960, que les pays dits alors « sous-développés » disposaient de ressources potentielles suffisantes, pédologiques, végétales et animales, de même que de systèmes

hydrographiques utiles. *Ce qui manquait surtout était l'assistance technique et l'aide financière conjuguées, en vue de la valorisation des atouts existants.* La démographie croissante n'était pas non plus un handicap majeur dans de nombreux cas. Il apparaissait aussi comme évident que les excédents agricoles mondiaux n'étaient pas une panacée et qu'ils ne pouvaient être considérés que comme d'une utilité momentanée. Le grand problème posé était la mise en œuvre d'une politique de promotion individuelle et sociétale, familiale et professionnelle des agriculteurs et éleveurs encore trop inexpérimentés face aux enjeux locaux et mondiaux (Drogat, 1961).

Les pays développés, États-Unis en tête, et surtout eux, ayant misé avant tout sur le capitalisme débridé, sont à présent placés face au dilemme « pétrole ou nourriture », la crise mondiale requérant une réduction drastique de la consommation pétrolière compte tenu de la hausse vertigineuse du prix du baril et, par là même, du coût de la vie. *Une part de plus en plus importante de la population assiste à une augmentation continue de son poste budgétaire consacré à l'alimentation, sans que son revenu n'augmente, bien au contraire.* Les pauvres et, toujours davantage, les couches moyennes de la population, sont une fois de plus les grands perdants, victimes de l'habitude prise dans nos sociétés soumises à la théorie macroéconomique proclamée comme un dogme par ceux qui tiennent le haut de la chaussée. Contrairement aux observateurs imprudents ou de mèche avec les tenants des pouvoirs, contrairement aussi aux affirmations lénifiantes des institutions internationales, des voix se sont élevées dès 2005 pour crier gare, en l'occurrence Patrick Artus et Moncef Kaabi, dans la Rubrique économique de la livraison « Flash » 138 du 18 avril de la même année (IXIS, Corporate & Investment bank, Groupe Caisse d'Épargne). Ils ont annoncé pour 2015 un prix de 380 dollars le baril (cf. première partie, premier chapitre).

Les pays insuffisamment développés sont victimes d'un contrecoup bien plus ample et plus douloureux (Wackermann, 2005 ; Chasteland, 1993). Soumis à une économie en plein dysfonctionnement social et sociétal, dépourvus des moyens indispensables à une véritable évolution en spirale, ils subissent de plein fouet les répercussions de la spéculation sur les produits alimentaires, dont la montée des prix sur le marché mondial, mais non sur les lieux de production, ne cesse de nourrir cette même spéculation. Les agricultures (OCDE/FAO, 2004) et leurs populations (Dumont, 2004 ; George, 1990), de plus en plus désesparées, sont entraînées dans un cercle vicieux qui prive toute politique agraire, si tant est qu'il en existe vraiment (Gadille, 1972), de son efficacité réelle, fragilisant ainsi une part déterminante de l'humanité. Rolande Gadille a déjà fait cette constatation il y a bien longtemps (encadré ci-après). La crise affecte tout particulièrement les États essentiellement agricoles, tandis que ceux qui sont dotés de richesses minières, notamment de ressources pétrolières, font l'objet d'une avide mainmise de la part des grands groupes économiques étrangers. *La recolonisation* suscite l'exode rural, squelettise les communautés qui demeurent sur place, *crée les multiples mouvements migratoires de la pauvreté* (Dumont, 1995 ; Domenach & Picouet, 1995), voire de la misère, et associe à cette dégradation tout le lot des facteurs d'instabilité inhérents à l'indigence : malnutrition, faim, maladies, épidémies, turbulences, voire destructions familiales, déstabilisation sociopolitique... Naomi Klein parle de la montée d'un « capitalisme du désastre » touchant toutes les parties du monde, à base d'opérations concertées en vue de la prise de contrôle systématique de notre planète par les acteurs de l'ultralibéralisme tout-puissant. Ayant recours à l'alibi des nombreuses crises et catastrophes, dont les causes sont attribuées cyniquement aux insuffisances, maladresses et/ou naïvetés du système démocratique, ils entendent, en fait, substituer aux valeurs démocratiques la seule loi du marché et de la spéculation (Klein, 2008).

L'enfoncement actuel dans une profonde crise sociopolitique, à base de misère et de famine populaires, allant jusqu'à la marginalisation mondiale, même vis-à-vis de l'ONU, est tristement illustré par le cas du Zimbabwe.

Le malaise agraire

«... au niveau des hommes... le malaise agraire peut, certes, résulter de la classique "faim de terre" que connaissent les pays ruraux surpeuplés, mais aussi d'une mauvaise adaptation du système de culture aux terres disponibles, ou bien aux possibilités d'écoulement sur les marchés (sous-production des groupes techniquement peu évolués, surproduction des groupes, au contraire, les plus évolués). Le malaise peut aussi provenir, hors des économies libérales, d'un mauvais système de rémunération du travail agricole, comme c'est le cas en divers pays d'économie socialiste.

Le malaise est vivement ressenti, d'autre part, au niveau des économies nationales, dans la mesure où se déverse sur les marchés un volume de production agricole trop – ou trop peu – important pour les besoins de l'économie nationale ; dans la mesure, aussi, où il suscite un exode des populations rurales vers les villes, le plus souvent hors d'état, faute d'emplois disponibles, d'intégrer ces nouveaux venus ».

Rolande Gadille, *Les politiques agraires*, 1972, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », pp. 7-8.

L'emprise alimentaire présente est demeurée ainsi, depuis la décolonisation officielle, un élément permanent de l'exploitation humaine, récréant à sa façon l'esprit et les pratiques coloniales, instaurant un néo-esclavagisme à base de désocialisation, déshumanisation, déconstruction de l'individu, tout cela pour mieux justifier les pressions d'un maître qui s'empresse de construire l'altérité de manière telle que la main-d'œuvre devenue corvéable à merci soit ravalée au niveau de vulgaire outil de travail. L'abolition de l'esclavage historique n'est pas trop éloignée ; la Mauritanie n'a d'ailleurs voté cette abolition qu'en 1981 ; elle a dû reconfirmer cet acte en 2007, tellement peu il était appliqué ; dans les faits, l'esclavage se poursuit dans ce pays, illégalement, et bien ailleurs.

La question de l'alimentation humaine requiert indubitablement une approche sociétale de type humaniste, dont le XVI^e siècle, celui des Lumières du XVIII^e siècle, puis l'affinement intervenu depuis dans de nombreux domaines d'une pensée heureusement diverse et combien enrichissante, sont des garants d'une éthique susceptible de préserver l'humanité contre des abus tels que sa survie peut être mise en jeu par de puissants groupes masquant à peine leurs appétits financiers sordides et criminels. En cela, *la science, dont la géographie est étroitement partie prenante, prend sens et contribue à refaçonner le monde en vue d'une répartition plus équitable de la ressource alimentaire* au regard des nécessités démographiques et des aspirations au bien-être général. À cet effet, il importe évidemment que les pouvoirs publics, solidaires, aient la ferme volonté, à travers leurs institutions internationales, de contrer avec fermeté et ténacité, dans la durée, les dérives déjà trop sérieusement entamées et de réorienter une socio-économie fortement pervertie par une pensée fondée surtout sur la soi-disant théorie macroéconomique autoproclamée intouchable, parce qu'elle sous-tend un système de marché libéral devenu outrancier par la force des choses, c'est-à-dire par suite de la faiblesse du gouvernail central du globe, volontairement abandonné à lui-même (Wackermann, 2008).

Le thème auquel nous sommes confrontés requiert, pour être traité dans toute sa dimension, et, surtout, dans sa complexité, une approche interrogeant l'ensemble des domaines de la géographie et ses indispensables prolongements pluri-, inter- et transdisciplinaires. La problématique de l'environnement qui, de toute évidence, requiert une vaste ouverture interscientifique, sous peine d'échec certain dans les démarches d'investigation et de réflexion entreprises, est également soulevée. Dès

lors, il devient tout à fait évident que le chercheur ne saurait se dérober, de nos jours, à une constante gymnastique, continuellement renouvelée, associant l'environnement à l'aménagement et au développement durables. À ce titre, la géographie est bien placée en ce qui concerne les nouvelles approches destinées à écarter les sentiers battus de l'aménagement « du » territoire, trop réducteur, simplificateur et niveleur, au bénéfice de l'aménagement des territoires, faisant la part des choses dans une ouverture aux « sociétés et territoires ». Elle facilite ainsi l'indispensable affinement identitaire des hommes et des lieux dans le cadre d'une dynamique qui ne saurait demeurer ringarde parce que soucieuse du respect des diversités, des complémentarités et solidarités. L'attachement aux réalités du terrain permet de ne pas méconnaître l'impérieuse nécessité d'une participation à la réflexion théorique de la communauté scientifique en général et des milieux géographiques en particulier.

Dans pareille orientation, la prise en compte à la fois de la géographie physique et de la géographie économique et sociale, fondements d'une connaissance approfondie des milieux territoriaux, devient indispensable pour éviter que la question de la faim dans le monde ne soit considérée comme une fatalité et que la géographie des ressources alimentaires ne vienne sous-tendre le discours encore dominant dans bien des milieux financiers, bâti sur une soi-disant nécessité d'exploiter et de produire n'importe comment, surtout à très bas prix, pour satisfaire aux règles autoprotégées d'un marché mondial soumis à une spéculation de plus en plus exorbitante. Une telle démarche facilite l'étude des ressorts et ressorts brisés, conduit à une géographie applicable examinant les potentialités offertes aux sociétés concernées et à leurs territoires fréquemment malmenés par une exploitation intensive et abusive des ressources pourtant vitales pour l'humanité.

Orientations bibliographiques

- Chasteland J.-C., « Politiques de développement et croissance démographique rapide en Afrique », 1993, Paris, *Actes de la Conférence internationale "Développement sur l'avenir de l'Afrique"*, 314 p.
- Domenach H., Picouet M., *Les migrations*, 1995, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 128 p.
- Drogat N., *Face à la faim*, 1961, Paris, SPSES, Bibliothèque de la recherche sociale, Action populaire, 235 p.
- Dumont G.-F., *Les populations du monde*, 2004 (2^e édition), Paris, A. Colin.
- Dumont G.-F., *Les migrations internationales – Les nouvelles logiques migratoires*, 1995, Paris, SEDES, coll. « Mobilité spatiale ».
- Gadille R., *Les politiques agraires*, 1972, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 128 p.
- George P., *Géographie de la population*, 1990, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 127 p.
- Klein N., *La stratégie du choc*, 2008, Aix-en-Provence, Lemé-Actes Sud, 670 p.
- OCDE/FAO, *Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO – 2006/2015*, 2006, Paris, OCDE.
- Wackermann G., *Géographie des civilisations*, 2008, Paris, Ellipses, 560 p.
- Wackermann G., *Géographie du développement*, 2005, Paris, Ellipses, 357 p.

PARTIE I

PROBLÉMATIQUE D'ENSEMBLE

[GABRIEL WACKERMANN]

Aujourd'hui on ne vaut que ce que l'on possède

Réflexion d'un habitant de « favela » de Rio

Les produits alimentaires, dont l'eau, permettent à l'homme de disposer des ressources de base indispensables à sa croissance et à son épanouissement corporel, favorisant une certaine longévité, sous réserve de la disponibilité d'une nutrition adéquate et permanente. À ce titre, ils ont une vocation universelle, déterminant les activités sociétales premières et toute l'ingéniosité utile pour satisfaire les besoins quotidiens, auxquels s'ajoutent, dès que possible, des penchants plus ou moins affirmés en faveur du raffinement gastronomique, de la dégustation de vins et spiritueux. Bref, une production alimentaire généreuse et une société aux revenus conséquents sont de nature à associer aisément nourriture minimale et plaisirs du palais, le rythme banal des repas à celui du « festin », du repas de fête, à même de dégénérer, selon le cas, en libations, orgies, gaspillages de tout genre.

« Nourrir les hommes » ne signifie donc pas seulement leur donner de quoi s'alimenter pour survivre, restaurer la force de travail, être à même d'exercer pleinement leurs fonctions, avec toute la force requise. Encore faut-il pouvoir réaliser cet objectif, compte tenu de la disponibilité des ressources nécessaires sur les territoires occupés par les sociétés. L'adéquation est, en effet, loin d'être évidente. Disettes, famines, « migrations de la faim », révoltes, guerres alimentaires témoignent depuis des millénaires de l'inégale répartition des ressources face à l'inégale répartition des hommes. En dépit des corrections apportées par le commerce interterritorial, national, international, les besoins ne sont pas forcément satisfaits : tout le monde n'a pas les moyens d'acheter des produits renchérissés par le commerce ni même de payer les vivres disponibles sur place ou de transformer des produits alimentaires bruts ; tout le monde n'est pas de bonne foi, loin de là, en matière de production, d'acquisition, de transfor-

mation des biens agricoles, des produits de cueillette et de la pêche. *Agriculture, terres d'élevage, étendues forestières, cours d'eau, lacs, mers et océans ont été et continuent à être trop souvent des outils au service de belligérants, des objets de spéculation à toutes les échelles territoriales, des enjeux géopolitiques à tel point qu'ils « alimentent », avec les ressources du sous-sol, les « appétits » fondamentaux des détenteurs de la puissance mondiale.*

Ce n'est pas, essentiellement, l'inégale répartition des ressources alimentaires sur le globe qui détermine la pénurie, la pauvreté et les dissensions entre les peuples, mais la volonté délibérée d'une minorité de blocage de détourner les échanges à leur profit, de maintenir des aires entières dans un état de précarité sociale et/ou d'accessibilité limitée, de priver des pans entiers de l'humanité des avantages de la recherche et du progrès technologique. Il existe, en outre, d'étroits liens entre la pauvreté et le climat, mais ces liens ne sont pas nécessairement ni surtout déterminés ; le déterminisme, ici comme si souvent ailleurs, a été balayé en géographie à la lumière d'une approche scientifique renouvelée. *L'action anthropique, à base d'éthique, de compétence et d'esprit scientifique, demeure « déterminante » dans le devenir alimentaire de l'humanité.*

Se greffe sur ces dysfonctionnements, le comportement des dictatures, qui visent avant tout l'exercice d'un pouvoir sans limites ni bon sens, au détriment de la mise en œuvre d'une évolution vers le bien-être, de la réussite socio-économique, de la solidarité universelle. Très vite, les agricultures et économies en général sont alors victimes des dérives idéologiques, de l'incompétence des aventuriers politiques, d'appareils bureaucratiques mis en place, de régimes autarciques introduits *pour soi-disant mieux maîtriser les flux... Au demeurant, les irresponsables mesquineries politiques ont contribué à jeter bon nombre de citoyens de démocraties en pleine turbulence nutritionnelle et sociale, dans les bras de futurs dictateurs promettant du pain et du travail. Ce fut, entre autres, le cas de l'Italie, de la République de Weimar face au fascisme. Précédemment, le régime tsariste autocratique, en train de s'ouvrir quelque peu à la démocratie et à l'économie libérale, fut balayé par la dictature marxiste-léniniste, qui avait annoncé, une meilleure justice sociale et la garantie d'un genre de minimum vital acceptable. Dans chacun des cas, comme plus tard dans celui de Mao Zedong, de Castro... les débuts du nouveau régime furent prometteurs ; ils devaient néanmoins échouer, à force d'ambitions impérialistes, appuyés sur un parti unique impitoyablement féroce.*

CHAPITRE 1

APERÇU GÉOPOLITIQUE [GABRIEL WACKERMANN]

Il n'y a que les sots et les huîtres qui adhèrent

Paul Valéry

Très souvent, le XXI^e siècle apparaît comme marqué par la lutte pour la survie de l'humanité. La géopolitique de la survie est en train de supplanter celle des hydrocarbures qui a dominé le globe depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle intègre désormais pétrole et gaz aux ressources vitales constituées par la nourriture (produits de l'agriculture et de l'élevage) et l'eau, qu'il importe de gérer au même titre que les perturbations climatiques. Si les pays insuffisamment développés continuent à être les premiers concernés par cette réorientation, les États avancés sont cette fois-ci plus directement interrogés que durant la période précédente. La montée démographique – 8 milliards de personnes autour de 2023 – semble interpeller fortement les disponibilités en nourriture. Pour certains spécialistes, le seuil-critique risque alors d'être atteint ; pour d'autres, la stabilisation devra se faire autour de 10-11 milliards.

Cette projection pose avec plus d'acuité la question des limites des capacités de production alimentaire et de la non-renouvelabilité suffisante de nombreuses ressources, notamment de l'eau et des produits de pêche. De plus, l'Occident accapare à lui seul l'essentiel de la production alimentaire mondiale. Or la Chine entend participer à 5 % du total des échanges internationaux. Elle est déjà le premier importateur mondial de soja, le second de riz, le quatrième de lait en poudre, le cinquième de volailles... La fabrication des biocarburants absorbe d'imposantes quantités de produits alimentaires. Au Mexique, par exemple, 65 millions de tonnes de maïs ont été prélevées jusqu'en 2007 pour la production de biocarburants, un chiffre appelé à doubler au cours des trois années suivantes. En somme, dans l'optique de l'évolution actuelle, pour nourrir valablement les hommes, il faudrait doubler la production agricole au terme de chaque décennie.

Les contrastes socio-territoriaux dans ce domaine ont commencé à déclencher des flux migratoires imposants en provenance des pays pauvres et en direction des pays riches, des campagnes vers les villes et littoraux urbanisés. Attirés par la polarisation urbaine dont la dynamique est particulièrement sensible dans les aires littorales, les deux cinquièmes de la population mondiale vivent à moins de 100 kilomètres environ d'une côte.

En attendant une vraie politique mondiale, concertée et efficace, en faveur de la nutrition, les responsables se laissent souvent aller au pire, d'autant plus qu'ils sont trop souvent inféodés aux groupes financiers qui appuient systématiquement le productivisme outrancier, à moins qu'ils ne laissent balloter, par incurie, au gré d'initiatives même économiquement nuisibles à long terme. Aussi n'hésitent-ils pas à affirmer qu'il faut produire plus pour assurer la nourriture d'une population en forte croissance, en renforçant massivement la fabrication d'engrais chimiques. Le stratagème est évident : quelques grands groupes couvrent plus ou moins la gamme complète des produits

agricoles et produisent à la fois des fongicides, insecticides, herbicides et aussi des aliments. Des titres boursiers accompagnent avec grand profit immédiat l'aventure : telle cette SICAV, créée en 2007, rapportant dès la première année 39,86 %, puis, à partir du 1. janvier 2008, 15,94 % de plus. Les gestionnaires du fonds présentent sans ambages leur « produit » : « Le fonds a pour objectif la valorisation des actifs à moyen terme grâce à une exposition aux matières premières agricoles via une exposition à deux grands indices, à travers une réplique synthétique : l'indice S&P Goldman Sachs Commodities Index Agriculture and Livestock (S&P GSCIAL) et l'indice Dow Jones AIG Agriculture (DJAIG Agriculture) et une exposition supplémentaire (allant jusqu'à 10 % de ses actifs) aux fonds gérés activement investis dans l'agriculture (fonds autorisés à détenir uniquement des positions longues et/ou fonds d'arbitrage). Le fonds réplique la performance à des indices libellés en USD ou directement en euro ».

L'eau douce, cet « or bleu », est partie prenante des déviances agricoles et alimentaires. Elle aussi est soumise à une inquiétante augmentation de la consommation, alors que l'humanité ne dispose pas, ici, ni d'une ressource ni d'un produit de substitution. Si 70 % environ du globe sont composés d'eau, un tiers de l'humanité n'a pas accès à l'eau propre et 20 % de la population gaspille cette eau. L'eau contaminée tue davantage de personnes que ne l'a fait l'ensemble des guerres du XX^e siècle, qui, rappelons-le, comportaient les deux guerres mondiales. Selon les Nations unies, si cette tendance devait se poursuivre, les cinq milliards d'êtres humains de l'horizon 2035, soit la majorité de la population mondiale, vivraient dans des zones dans lesquelles il serait impossible de satisfaire les besoins de base en eau, tant en ce qui concerne le minimum de boisson que pour ce qui est du minimum de l'eau nécessaire à la cuisine et à l'hygiène. En France même, déjà actuellement, environ 30 % des eaux superficielles sont polluées par une teneur excessive en nitrates, et 20 % de la population consomment une eau de boisson dont les quantités de pesticides dépassent les normes souhaitables.

De façon générale, *l'eau est devenue un enjeu stratégique pour le globe tout entier.* Dans les pays dits avancés, l'eau pose problème en matière de pollution, de gaspillage, de vieillissement des réseaux, de pertes d'exploitation et de perturbations climatiques, notamment anthropiques. Dans les pays en développement, la crise de l'eau est générale, car le manque et la pollution engendrent de plus en plus de cas de maladie et de décès. Dans les pays peu développés, la pénurie de l'eau est souvent mortelle.

I. LA PRESSION FINANCIARO-ÉCONOMIQUE GÉNÉRALE

La mondialisation est en train de transformer le globe en un vaste territoire, dont toutes les composantes ont tendance, voire vocation à être soumis à une interdépendance économique, politique et culturelle croissante, faisant subir aux États, aux nations, ainsi qu'à leurs propres substructures sociéto-territoriales de profondes mutations. Elle accélère l'émergence d'une ère nouvelle au cours de laquelle de vastes domaines de la vie socio-économique sont appelés à être façonnés par des processus globaux.

Ces processus, toutefois, qui ont l'air de nous surprendre par la force de leur pouvoir de modification du quotidien, depuis les habitudes prises jusqu'au fonctionnement même des mécanismes tant économiques que socioculturels, ne sont que l'accélération d'un mouvement historique qui plonge ses racines dans les débuts de l'ère moderne. Le passage de l'internationalisation à la mondialisation a traversé des siècles (Wackermann, 1995) ; il a été plus ou moins rapide selon les circonstances et les pays ou groupes de pays ; les archéologues de l'Université de Bâle, par exemple, ont trouvé, dans la région du Rhin Supérieur, des moules de la Méditerranée fabriqués

à l'époque romaine et transportés à travers les Alpes en moins de trois jours, pour éviter qu'ils ne s'abîment ; en Inde, ont été importés au XII^e siècle les carreaux de faïence hollandais – bien de luxe –, qui servaient à décorer la chambre du roi dans le palais de Jaisalmer...

Dès le XV^e siècle, cependant, en effet, à l'appui des grandes inventions et découvertes territoriales, l'humanisme dans son universalité a été détourné de son but par les entreprises coloniales d'hommes et d'États avides de richesses, de puissance et de gloire, n'hésitant pas à soumettre sociétés et terres fragiles, mais combien lucratives à des finalités de marché, au détriment de la dignité et de la promotion des ressources locales au bénéfice des populations autochtones, appelées ainsi à inaugurer le long cycle de la faim sur le globe, expression et stigmaté d'une « organisation » mondiale reposant sur les rapports entre dominants et dominés. Ni les Lumières, au XVIII^e siècle, ni les effets de la Révolution française, nouvelles impulsions données à l'universalité généreuse, n'ont su donner leur pleine mesure ni à l'égalité des droits ni à une fraternité réelle et générale.

La révolution scientifique et technique, de même que celle des transports, qui se sont prolongées au XIX^e siècle, induisant l'industrialisation à l'échelle internationale, n'ont fait qu'accélérer l'exploitation d'une grande partie de l'humanité par un petit noyau de privilégiés. La faim ouvrière dans les pays développés et la faim paysanne dans les pays appelés initialement sous-développés se sont conjuguées pour en appeler à la justice sociale. Ni les émeutes ouvrières ni les mouvements de libération nationale en Amérique latine n'ont cependant réussi à venir à bout de l'exploitation capitaliste et coloniale. Les démocraties naissantes dites libérales et/ou parlementaires n'ont pas empêché la domination de l'impérialisme économico-politique qui s'est de plus en plus internationalisé, entre 1870 et 1930, et qui a débouché, les rivalités entre grandes puissances aidant, sur la Seconde Guerre mondiale. Celle-ci n'a fait que consolider la suprématie des derniers deux impérialismes en jeu, le capitalisme incarné par les États-Unis, et le communisme-collectivisme, « illustré » par l'Union soviétique, tous deux responsables du maintien, voire du renforcement de la faim dans le monde par graves inégalités interposées. L'affrontement permanent de ces deux Grands, entre 1945 et 1990, qui ont chacun entraîné dans leur sillage une partie des États du globe, soit sous la forme de la subordination, soit comme associés, a suscité la Guerre froide, attisée à souhait, dans le mépris de l'individu et celui, plus ou moins affiché, du droit des peuples à disposer vraiment d'eux-mêmes.

La seconde époque de la mondialisation a débuté ainsi autour de 1990, après l'effondrement de l'empire soviétique, de même que de celui dit du communisme et du collectivisme à vocation universelle. La Chine s'est convertie, comme la Russie, aux tendances néolibérales du marché mondial, ainsi qu'aux nouvelles formes de l'information et de la communication qui se sont appuyées sur une densification croissante des réseaux économiques et, ont conduit, par ricochet, à un globe interconnecté, renforçant la puissance financière des imposants groupes entrepreneuriaux en quête de marchés juteux, au détriment de la faim.

Si, de toute évidence, le cheminement plus que millénaire, qui a conduit l'humanité à une internationalisation croissante, puis à la mondialisation, est allé dans le sens de bon nombre de progrès, ce mouvement de civilisation a constamment été exposé à de tenaces forces de déviance ; le profil actuel des marchés mondiaux en est l'expression la plus évidente (Chalmin, 2008). Finance et banque actionnent souvent encore dans le plus grand secret les arcanes du pouvoir et les mécanismes du marché, un secret qui a commencé à être livré, il est vrai très parcimonieusement, aux observateurs attentifs aux signes invisibles, parmi lesquels un homme comme Jean Ziegler, à présent rapporteur général des Nations unies pour le droit à l'alimentation (Ziegler, 1990). En somme, la vraie mondialisation, celle qu'il convient de réaliser et qui ne sera accomplie que dès lors que la planète pourra enfin nourrir convenablement tous ses

êtres humains, répond, sans doute aucun, à une finalité éthique. Ce dessein n'est pas utopique, parce que la Terre dispose de suffisamment de quoi nourrir valablement ses ressortissants. Ce n'est que la perversité de l'accaparement des richesses par une faible minorité de détenteurs du pouvoir réel, c'est-à-dire l'insuffisance de vraie démocratie et de gouvernance judicieuse, qui fait obstacle à cette indispensable évolution. La mondialisation « est » éthique ; sinon, elle est « déloyale » (Carfantan, 2002). Parler de « mondialisation sans éthique », n'a guère de sens (Wackermann, 2007). La sécurité alimentaire est encore trop fréquemment « sacrifiée sur l'autel du libre-échange » (Madeley, 2002). La consommation est unilatéralement orientée et organisée dans l'optique des nantis, tant dans les pays dits avancés que dans les pays en développement (Desjeux, 2006). Au moment où la crise alimentaire touche de plein fouet les pays pauvres, voire des pans entiers d'habitants des pays riches, certaines banques proposent des placements financiers destinés à bénéficier de la hausse des prix agricoles.

II. L'ALIMENTATION ET LES APPÉTITS DE PUISSANCE

Les marchés alimentaires des villes sont les moteurs d'impulsion de la dynamique mondiale au bénéfice des nantis dans les pays développés. La ville et les aires urbanisées, indépendamment de leur rôle de lieu de transformation, sont le lieu par excellence de la consommation finale. Elles localisent par excellence les marchés de tout genre dont le degré d'efficacité et de réussite est mesuré en fonction de leur niveau d'intégration au marché mondial. L'indigence même des marchés dans les pays en développement est signe de forte sujétion au jeu mondial des groupes dominants de spéculation (Aminter, 1999).

L'état de la démographie et les perspectives d'évolution sous-tendent, dans leur mouvement ascensionnel, tant dans le monde en général que dans les diverses parties du globe, les tensions perçues sur le marché (figures ci-dessous).

Figure 1 : « La croissance de la population mondiale »

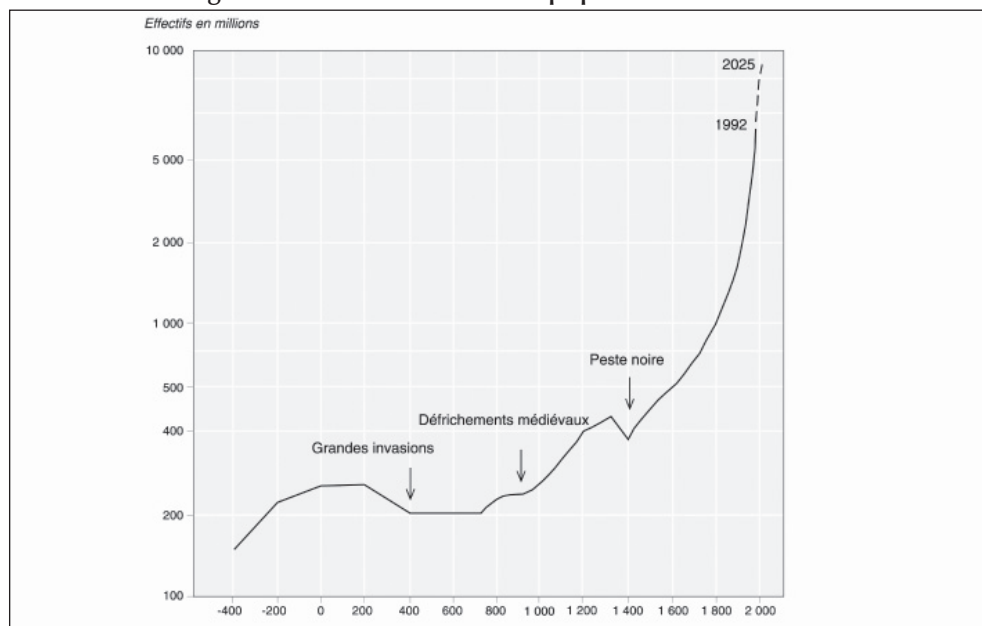
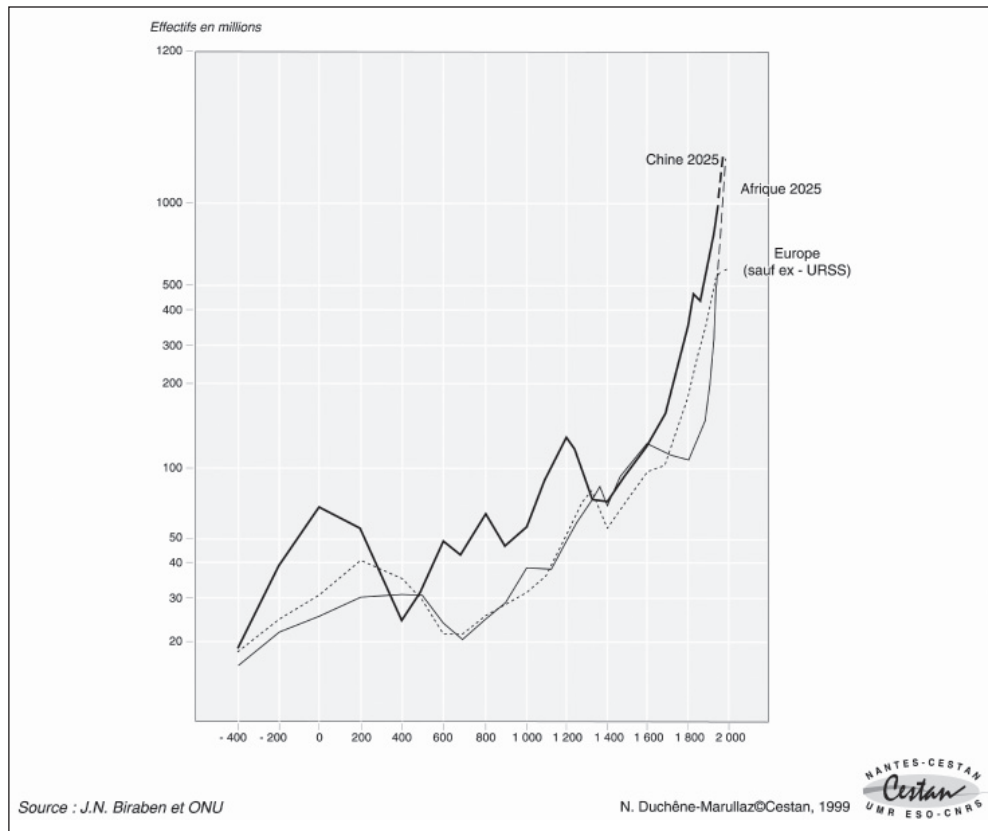


Figure 2 : « L'Évolution des populations chinoise, européenne et africaine »



M. Guillon et N. Sztokman, *Géographie mondiale de la population*, 2008, (3^e éd.), Paris, Ellipses, 349 p.

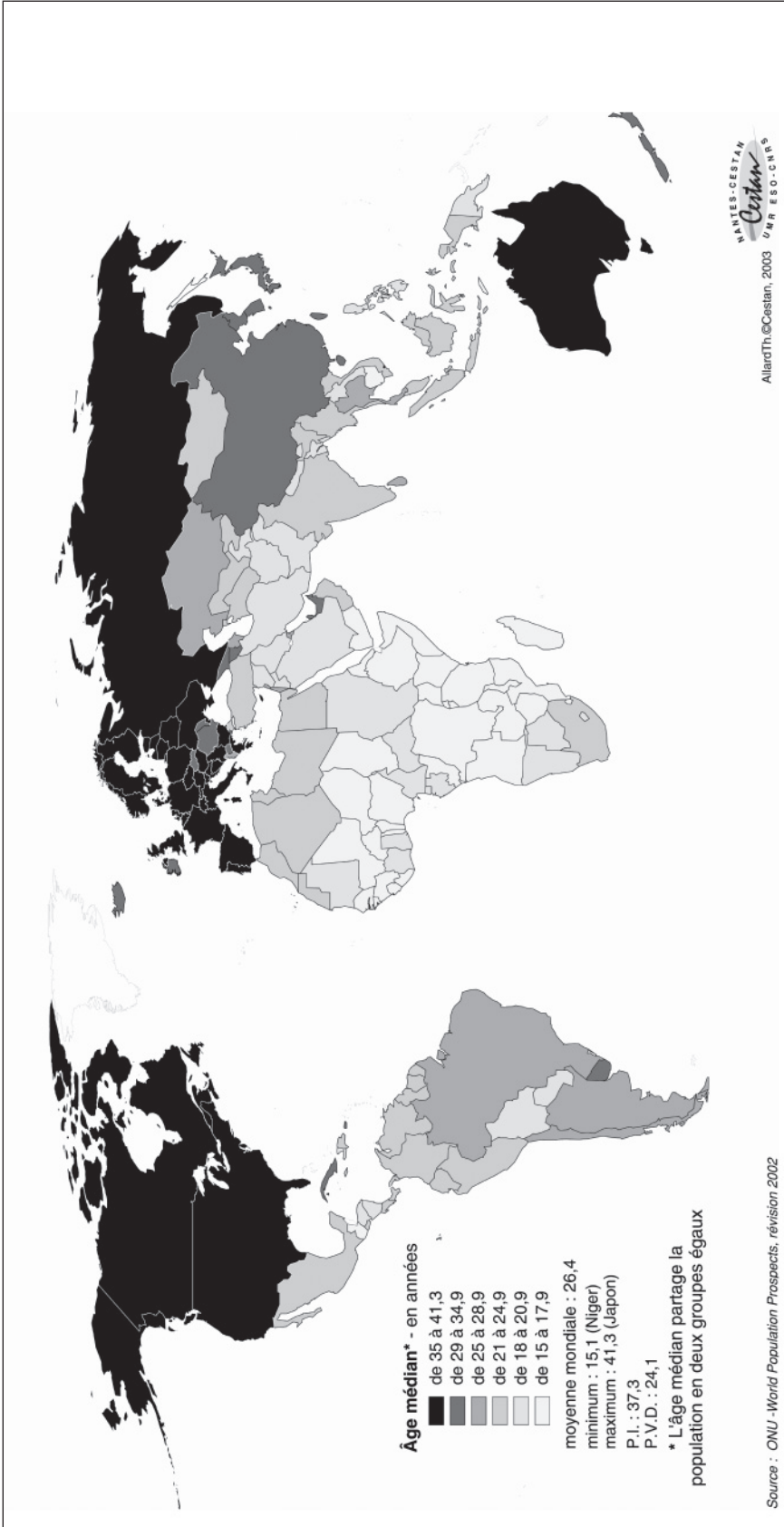
La figure suivante, illustrant la répartition mondiale de l'âge médian des populations, fait ressortir aussi la « jeunesse » des pays en développement, ainsi que celle de la plupart des États émergents, un facteur qui conforte les visées alimentaires de dépendance socio-territoriale des pays déjà fragilisés.

Les populations sont ballottées par les crises (Ziegler, 1980) qui apparaissent, entre autres, comme l'expression des défis des matières premières en général. Ces crises sont marquées par des renchérissements et risques de pénuries, en dépit de l'abondance des ressources, par suite d'une dépendance trop grande et de fluctuations des prix liées aux désordres des marchés. L'arme militaire est souvent une menace, mais elle est susceptible d'être utilisée à tout moment, d'autant plus qu'elle sert de moyen percutant à certaines négociations. C'est la puissance même de l'arme alimentaire qui rend d'autant plus redoutable la menace de l'arme militaire.

En 1980, Michel Godet a pu écrire que « si l'on met à part les produits tropicaux pour lesquels les pays en développement ont un monopole d'exportation et qui de toute façon sont substituables (café, thé, cacao) ou non indispensables (bananes), les pays développés sont à la fois les principaux producteurs, consommateurs et exportateurs des produits alimentaires stratégiques que sont les céréales (blé, maïs, soja).

« On peut parler d'arme alimentaire dans la mesure où l'essentiel (c'est-à-dire 65 %) des exportations mondiales proviennent d'un seul pays, les États-Unis, dont dépendent de plus en plus les pays européens pour l'alimentation animale et les pays du Tiers-Monde pour l'alimentation humaine » (Godet, 1980, p.195-196). Parlant de la révolution biolo-

Figure 3 : « L'âge médian de la population mondiale »



M. Guillon et N. Sztokman, *Géographie mondiale de la population*, 2008, (3^e éd.), Paris, Ellipses, 349 p.

gique, Michel Godet montre combien la question alimentaire est étroitement liée à ce qui se passe dans le domaine scientifique. Il s'interroge sur les répercussions de la possibilité de reproduction indéfinie des individus génétiquement identiques, une possibilité qui serait à même de « répondre à des besoins spécifiques, situés et datés sur le plan historique » (op. cit., p. 225-226) ; il constate aussitôt que l'uniformisation qui en est la conséquence présente à terme davantage d'inconvénients que de points positifs, si elle se réalise au détriment de la diversité des espèces. La survie de l'espèce humaine est en jeu, autant que celle des variétés animales et végétales menacées par l'uniformisation et l'industrialisation de l'agriculture.

La course à la puissance est désormais aussi l'apanage des « grands États émergents », dont la croissance est plus élevée, depuis quelques années, que dans le reste du monde (Banque des règlements internationaux, 2008). Pour le moment, ils sont officiellement au nombre de quatre, constituant le groupe du BRIC : Brésil, Russie, Inde, Chine. Ils ont ceci de commun que leur secteur agro-alimentaire n'est considéré que comme une dépendance des secteurs industriels et tertiaire pour ce qui est de leur aspiration à la participation de la domination mondiale. Brésil, Inde et Chine disposent toutefois particulièrement d'atouts agricoles pour un décollage industriel, un décollage constamment en porte-à-faux avec les intérêts alimentaires réels des populations locales. Le club des quatre grands pays émergents apparaît comme l'une des forces motrices du globe, appuyées sur les TIC (Technologies de l'information et de la communication). Le BRIC a été, en janvier 2006, la vedette du 36e Forum économique mondial (Davos), signe fort d'une réussite aux multiples inachèvements et inquiétudes.

Prenons le cas du Brésil (Musset, Santiso et al., 1999). Pays pétrolier traditionnellement de second plan, le Brésil a appris, en novembre 2007, l'existence de riches gisements sur sa côte atlantique, évalués à environ 13 milliards de barils, une évaluation appelée à doubler assez facilement. Si les pronostics devaient se confirmer, le Brésil se classerait parmi les dix premiers producteurs du monde.

Indépendamment de ce nouveau facteur de développement, l'économie du Brésil a bénéficié de l'apport de consommateurs issus des catégories de la population à revenus modestes, permettant de nourrir la croissance, qui a atteint plus de 5 % en 2007. Un résultat certes inférieur à ceux de l'Inde et de la Chine.

Ce pays n'a pas échappé à la course aux tours, symboles de la suprématie des services et de la réussite économique : São Paulo assume plus de la moitié du marché immobilier de bureaux brésilien, un marché qui totalise plus de 15 millions de mètres carrés. À cet égard, en 2008, le Brésil dépasse la Chine, avec une progression des investissements immobiliers de l'ordre de 143 %, par rapport à 2006 ; seuls le Luxembourg, certains États d'Europe orientale et la Turquie ont une croissance supérieure. Les multinationales installées dans le pays préparent en outre l'ouverture de la réassurance, qui devrait conforter encore davantage le secteur tertiaire en pleine expansion. Une expansion toutefois apte à « récupérer la capacité de production du pays sans risquer d'asphyxier la capacité de nos industries... La croissance doit être équilibrée, ni trop ni trop peu », selon le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, appelé « Lula », quitte à passer pour un conservateur, ce que celui-ci accepte aisément en la circonstance. Il affirme volontiers qu'il veut être « volontariste en matière de distribution des revenus et de politique sociale », qu'il ne veut pas « de phase d'euphorie mais de responsabilité pour tous »

Le slogan à présent en train de circuler au Brésil, selon lequel « on plante trop de canne, mais pas assez d'aliments », reflète l'ambiance qui sous-tend l'émergence socio-économique du pays. Nous l'avons déjà signalé, l'agriculture florissante, les métaux et l'éthanol permettent aux grandes fortunes de se positionner au troisième rang des États disposant du plus grand nombre de riches, appelés « milliardaires ». Un pays dans lequel la finalité alimentaire de la production agricole, l'une des ressources traditionnelles, est mise en cause pour favoriser la financiarisation des échanges et

l'artificialisation de l'agriculture, même si la ressource pétrolière qui, hier, ne garantissant plus un avenir consistant, devait s'avérer désormais rassurante.

Dans l'optique de la recherche de gros bénéfices, la croissance de la canne à sucre est souvent bloquée, à l'aide de produits chimiques qui coûtent cher, en vue d'augmenter le taux de sucre, un sucre destiné à la production d'éthanol. L'engouement du marché pour l'alcool de canne transformé en carburant est perceptible de manière générale, en dépit du fait que ce mouvement de privation alimentaire renforce la pauvreté *d'une population de plus en plus privée de ses cultures vivrières au bénéfice de la production d'alcool, indépendamment du fait qu'il est de bon ton de « rouler vert », c'est-à-dire de manière de plus en plus transgénique.* Déjà, ça et là, des villes ont commencé à s'éclairer au biocarburant. De fortes quantités de riz et de maïs sont ainsi sacrifiées pour la fabrication de carburant. Les petites exploitations agricoles ont du mal à résister aux offres alléchantes faites en faveur de la production de sucre de canne destiné à l'industrie du biocarburant. Disparaissent ainsi petit à petit, comme une peau de chagrin, les cultures d'agrumes et de haricots, de riz et de maïs nourriciers, l'élevage laitier...

Et, pourtant, le président brésilien, a affirmé haut et fort que « les biocarburants » n'étaient « pas des bandits ». Le Brésil soutient aussi les efforts en faveur de la biodiversité dans l'optique du développement durable. Natura, par exemple, fabricant brésilien de cosmétiques, a annoncé, en 2008, son projet d'augmentation de la part des substances naturelles dans ses produits. À cet effet, la firme a décidé de remplacer l'huile de palme, accusée d'accélérer la déforestation de l'Amazonie, par d'autres huiles obtenues à partir de palmiers locaux, dans la mesure où la forêt tropicale renferme de nombreux palmiers aux propriétés attractives et non encore utilisés. Cette végétalisation accrue doit supprimer, entre autres, les parabens, des conservateurs chimiques utilisés dans les produits de beauté ; des alcools d'origine biologique, à base de canne à sucre, sont appelés à les remplacer. Natura entend aussi réduire d'un tiers, en cinq ans, ses émissions de gaz à effet de serre, estimés encore en 2006 à environ 300 000 tonnes. Parallèlement, le reboisement d'espèces arboricoles indigènes dans le sud amazonien est en cours.

III. DÉRIVES ÉCONOMIQUES ET CATASTROPHES SOCIALES

La faim est directement liée à la pauvreté et la pauvreté aux dérives de l'économie dont les orientations et la structuration relèvent de plus en plus de la nature outrancière d'une spéculation orchestrée par les grands groupes d'intérêt qui sont parvenus à s'emparer des leviers de commande majeurs du globe à la faveur d'une mondialisation encore très sauvage (Ziegler, 2002).

Études et mises en garde scientifiques ont été nombreuses et sont de plus en plus diverses pour tenter d'alerter l'opinion mondiale et ses dirigeants sur la nécessité de parer la grave crise alimentaire qui ne cesse de s'amplifier sur le globe. Famines et politiques sont étroitement liées (Brunel, 2002). Les perspectives de l'alimentation mondiale à l'horizon 2050 s'assombrissent (Aminter, 1999). L'énorme spéculation sur les matières premières, dont celles à base alimentaire, pèse lourdement sur les inégalités sociales. De plus, le pétrole est une source d'énergie annoncée comme précaire depuis l'après-Seconde Guerre mondiale, époque à laquelle on n'envisageait que le nucléaire comme énergie de remplacement (encadré suivant). Au prix anormalement bas jusqu'au début du XXI^e siècle, il a fait croire à l'eldorado de la mobilité infinie, à la permanence du coût extraordinairement faible du transport, aux dividendes faciles pour les firmes gravitant autour du transport, depuis les fabricants d'engins routiers, aériens, maritimes, jusqu'aux transporteurs et auxiliaires de transport. Combien de brevets portant sur des énergies non pétrolières n'ont-ils pas

été rachetés par les « profiteurs » du pétrole facile, en vue d'éviter toute concurrence sérieuse. « Chevaucher le cheval jusqu'à ce qu'il meure », telle a été la devise de ce milieu depuis la seconde moitié du XX^e siècle. Du premier choc pétrolier, au début des années 1970, jusqu'aux effets conjugués avec le second, le monde de ce que l'on appelle les responsables a vécu dans l'illusion volontairement aveugle la plus totale, les tenants du pouvoir médiatique ayant été associés ou s'étant identifiés étroitement aux industriels et firmes de services dominants du transport. Signalons aussi, contrairement aux slogans lancés à propos de la production d'une énergie alternative telle que celle des biocarburants, la mise en œuvre industrielle de ces derniers, privant ceux qui ont faim d'une part croissante de produits alimentaires, a contribué à renchérir le prix du pétrole. Et, *face au blocage de la société par le système économique à base de productivisme à outrance, dit libéral, qui tient le monde en otage, le cercle vicieux se renforce* : la faim suscite des pertes d'emploi et inversement, une situation qui entraîne la pauvreté, voire la misère ; celles-ci sont sources de migrations en quête de travail et/ou de subsistance, renforçant l'exode rural, l'émigration, y compris clandestine ; les masses immigrant dans les zones urbaines de moins en moins légalement, des aires souvent déjà saturées, contribuent à déstabiliser le milieu en aggravant les fractures sociales, fragilisant les niveaux de vie et l'emploi ; la boucle est ainsi bouclée : à défaut de moyens, il est difficile, voire impossible de se nourrir. Tout replâtrage par des mesures dites sociales et/ou d'urgence est vain, tant que le droit de chacun à s'alimenter n'est pas une priorité économique et que les mécanismes d'organisation et de fonctionnement du système économique ne sont pas centrés sur cette exigence première.

Les Nations unies et leurs prévisions des ressources mondiales dès 1955

« Jusqu'à présent, l'industrialisation a progressé dans des conditions telles que la plupart des produits de base nécessaires sont encore disponibles à volonté. À l'avenir, il n'en sera peut-être plus ainsi. On estime que les réserves connues de bon nombre de métaux utilisés dans l'industrie ne dureront pas plus que quelques dizaines d'années, au taux actuel d'exploitation. L'industrialisation de vastes régions nouvelles du monde aggravera encore cette situation et nous serons forcés d'utiliser des produits de remplacement, naturels ou obtenus par synthèse. Cette nécessité même créera des besoins supplémentaires d'énergie qui s'ajouteront à ceux que nous pouvons prévoir à en juger d'après la situation actuelle.

[...] les réserves maintenant connues de charbon et de pétrole ne permettraient pas aux pays sous-développés du monde, pays où vit la plus grande partie de la population du globe, d'atteindre et de garder pendant longtemps un niveau de vie égal à celui des pays industrialisés les plus développés. Elle montre qu'il est absolument nécessaire de trouver une nouvelle source d'énergie, si nous ne voulons pas que la lumière de notre civilisation s'éteigne parce que nous aurons épuisé nos réserves de combustible ».

(Amiral Strauss, représentant des États-Unis, pp. 33-34)

« Nos économistes et nos statisticiens ont fait entrevoir ce qui se passerait en l'an 1975 ou en l'an 2000 et ils ont prédit que nos besoins en énergie, devenus supérieurs à ceux d'aujourd'hui, représenteraient respectivement à ces deux dates 150 et 300 % des besoins actuels. À la fin du siècle, le monde aurait donc besoin de quantité d'énergie représentant 7 ou 8 milliards de tonnes de charbon par an alors qu'aujourd'hui, il en utilise 1,7 milliard. Près de la moitié de